



ECONOMIE - AGRICULTURE & ALIMENTATION

Partage    

Crise alimentaire : « Eradiquer la faim, c'est une question de volonté politique »

Directeur général de la FAO de 2012 à 2019, le Brésilien José Graziano da Silva juge sévèrement le manque de réponse internationale d'envergure à la hausse de l'insécurité alimentaire, aggravée par la guerre en Ukraine.

Propos recueillis par Mathilde Gérard

Publié hier à 17h30, mis à jour hier à 17h59 -  Lecture 8 min.

 Article réservé aux abonnés



José Graziano da Silva, ancien directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, chez lui, à Santiago, au Chili, le 3 juin 2022.

CRISTOBAL OLIVARES POUR «LE MONDE»

PUBLICITÉ



SPONSORISÉ PAR SIMPRESS

Uma Nova Marca, Ainda Mais Conectada Com Você

VOIR PLUS

CONTENUS SPONSORISÉS PAR OUTBRAIN | 



RFI

Alemanha muda Constituição e desbloqueia € 100 bi para...

Crise alimentaire : « Eradiquer la faim, c'est une question de volonté politique »

[Cliquez ici pour voir la notice sur le site](#)

Directeur général de la FAO de 2012 à 2019, le Brésilien José Graziano da Silva juge sévèrement le manque de réponse internationale d'envergure à la hausse de l'insécurité alimentaire, aggravée par la guerre en Ukraine.

José Graziano da Silva, ancien directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, chez lui, à Santiago, au Chili, le 3 juin 2022. CRISTOBAL OLIVARES POUR «LE MONDE»

José Graziano da Silva est un agronome brésilien, directeur de l'Instituto Fome Zero (Institut Faim zéro). Ancien ministre de Luiz Inacio Lula da Silva en 2003-2004, il a coordonné au Brésil le programme « Fome zero » de lutte contre la malnutrition et l'extrême pauvreté. De 2012 à 2019, il a été directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un poste qui l'a placé en première ligne face à la hausse de l'insécurité alimentaire mondiale.

Depuis plusieurs mois, les prix alimentaires atteignent des sommets. Quels sont la nature de la crise actuelle et l'impact concret de la guerre en Ukraine, qui a débuté le 24 février ?

La guerre est un des facteurs de la hausse des prix alimentaires. Il y a effectivement un risque de famines en Afrique et dans les pays arabes les plus pauvres, notamment ceux qui sont déjà touchés par les conflits et la crise économique. Il est difficile de faire des projections sans savoir combien de temps durera le conflit. Mais il est probable que la prochaine saison de récoltes soit compromise, tant en Ukraine que chez ses voisins, les agriculteurs craignant la volatilité et les prix très hauts des fertilisants et de l'énergie.

Pour le moment, selon les estimations de la FAO, les stocks de grain sont à un niveau plutôt confortable. Mais l'instabilité des marchés favorise la spéculation. Des vendeurs gardent leurs stocks, dans l'attente de pouvoir les vendre à meilleur prix. C'est un comportement normal des acteurs économiques dans une situation de très grande incertitude, où nous ne connaissons pas précisément les volumes dont disposent des producteurs-clés, comme la Chine. Par ailleurs, à l'exception de la Chine, qui dispose de stocks d'Etat, la majorité des stocks dans le monde sont privés, et nous n'avons pas de visibilité sur ceux-ci.

Les institutions internationales multiplient les appels à la transparence sur l'état des stocks. Ces appels peuvent-ils aboutir ?

Il n'y a aucune chance que cela fonctionne, car la spéculation est inhérente au fait que les marchés soient dominés par quelques grandes multinationales, avec très peu de régulation. En dehors de demandes d'institutions comme la FAO ou le Programme alimentaire mondial de ne pas restreindre les exportations et de garder les marchés ouverts, il n'y a aucune action de l'Organisation mondiale du commerce ou de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) pour plus de régulation.

Avons-nous tiré les leçons des précédentes crises alimentaires, en particulier celle de 2007-2008, qui avait conduit aux émeutes de la faim ? Malheureusement, non. Le principal problème, en 2007-2008, était la spéculation, qui poussait les prix vers le haut. A l'époque, l'économiste en chef de la Cnuced avait proposé que les Nations unies (ONU) aient un mandat pour contrôler les transactions sur les marchés de matières premières alimentaires, à la Bourse de Chicago par exemple. Ça ne s'est jamais fait et n'a jamais été considéré comme une option sérieuse.

Il y a eu de nombreuses analyses sur les raisons de la crise de 2007-2008, mais elles ne se sont pas traduites politiquement. Une des mesures les plus discutées était l'idée de créer un fonds de réserves pour protéger les plus pauvres, avec la capacité d'intervenir sur des marchés boursiers pour éviter que les produits agroalimentaires fassent l'objet de spéculation. Ce ne sont pas des tonnes de maïs ou de blé que l'on s'échange sur ces marchés, mais des valeurs, et si les opérateurs s'attendent à ce que les prix grimpent, ils font de la rétention de stocks.

Il y a des propositions sur la table, mais il est très difficile de les mettre en œuvre. Nous sommes dans une période d'extrême fragilité des mécanismes internationaux, et nous sommes incapables de coordonner des actions, même si elles sont fondamentales pour notre survie. Il se passe la même chose lorsqu'il s'agit d'agir contre le réchauffement climatique.

Comment jugez-vous la réponse internationale aux conséquences alimentaires de la guerre en Ukraine ?

Il n'y a pas grand-chose de neuf dans les différentes initiatives qui émergent. Ce sont toujours les pays les plus riches qui essaient de financer ce qui a été tenté sans succès depuis plusieurs années. En 2019, le secrétaire général de l'ONU [Antonio Guterres] a convoqué un sommet dont l'objectif ambitieux était de redessiner le fonctionnement des systèmes alimentaires.

Il y a eu une forte mobilisation internationale, mais à quoi a abouti ce rendez-vous, qui s'est tenu en septembre 2021 ? A une courte déclaration du secrétaire général, appelant à créer une nouvelle assemblée pour coordonner des propositions, et à se donner rendez-vous deux ans plus tard pour un bilan. C'est un résultat très décevant au vu de l'attente. L'ONU a échoué à répondre aux problèmes les plus graves qui menacent la planète – les conflits, la faim et les conséquences du changement climatique.

L'institution qui devrait se saisir du sujet des crises alimentaires aujourd'hui est le Conseil de sécurité de l'ONU. D'abord parce que la faim est très liée aux conflits, et que, depuis 2015, les crises alimentaires s'aggravent. Or, en dehors de quelques déclarations, il n'y a pas eu de réaction de la part du Conseil de sécurité. Chaque année, les agences de l'ONU lui remettent un rapport sur les crises alimentaires et les conflits, mais qu'en fait le Conseil ? Rien.

Il existe par ailleurs un Comité des Nations unies de la sécurité alimentaire mondiale, basé à Rome, dans lequel participent à parts égales les gouvernements, les représentants du secteur privé et ceux de la société civile. De par sa constitution, c'est l'organe qui a le plus de légitimité au sein du système des Nations unies et qui pourrait émettre des recommandations directes au Conseil de sécurité sur les mesures à prendre. Ce

serait la meilleure voie pour agir dans le respect des institutions. Mais il faut une volonté politique de la part des plus grandes puissances à s'emparer de ce combat.

Quelles devraient être les priorités des prochaines semaines pour éviter une hausse majeure de l'insécurité alimentaire ?

La priorité est d'abord que cesse la guerre en Ukraine. Ensuite, il faut garder les marchés ouverts, en particulier pour tout ce qui concerne l'alimentation, les engrais et les fertilisants. Il ne faut pas d'embargo ou de mesures de rétorsion sur ces produits. A l'échelle nationale, les Etats peuvent mettre en place des programmes de transferts monétaires pour les populations les plus pauvres, car on peut s'attendre à une forte inflation pendant au moins une année encore, et ce même si la guerre prend fin.

L'inquiétude porte aussi sur les classes moyennes, qui commencent à devoir faire des compromis entre acheter à manger et payer leurs factures. Il faut donc réfléchir plus largement à comment augmenter les salaires minimums et que les Etats interviennent davantage.

Des organisations plaident pour que les céréales pour l'alimentation humaine soient prioritaires par rapport à celles pour les agrocarburants ou l'alimentation animale. Qu'en pensez-vous ?

Tout ce qui permet d'alléger la pression sur les marchés alimentaires doit être étudié, et réduire l'usage de végétaux pour les agrocarburants est l'une des options. Il faut se rappeler que les agrocarburants avaient été présentés comme une solution pour les périodes d'abondance de céréales, et non comme une voie permanente. En revanche, je ne crois pas qu'il faille différencier entre alimentation humaine et animale car lorsqu'on utilise du maïs pour élever des poulets, par exemple, on produit une des protéines animales parmi les moins chères que l'on puisse consommer. Dans cette période de crise, dans les pays en développement, les œufs sont une des seules protéines disponibles pour les populations pauvres.

La guerre en Ukraine a mis en évidence les interdépendances entre pays, dont certains importent à plus de 50 % leurs céréales d'Ukraine ou de Russie. Est-il possible de réduire ces dépendances ?

Ce n'est pas facile. Il y a des contrats, y compris à long terme, mais il faut en passer par des substitutions. Aujourd'hui, seules cinq matières premières – blé, maïs, soja, riz et pomme de terre – fournissent 75 à 80 % de la nourriture que nous consommons. Il y a beaucoup d'aliments oubliés partout dans le monde. Au Brésil, par exemple, mais aussi dans de nombreux pays africains, des recherches ont montré que le manioc pourrait remplacer 20 à 25 % de la farine de blé utilisée pour la fabrication du pain, sans que cela en affecte le goût.

Il est tout à fait possible d'augmenter certaines productions, et de réduire la dépendance aux importations. Bien sûr, ce n'est pas possible pour tous les pays – en particulier pour certains pays arabes ou d'Afrique du Nord où le manque de terres arables et d'eau rend difficile toute production agricole. Mais il y a très clairement une voie pour des régimes plus diversifiés, reposant davantage sur une production locale. Même s'il est utopique d'imaginer que toute notre alimentation soit produite localement, c'est une direction à prendre, qui passe par un rééquilibrage des subventions – le blé figurant parmi les denrées les plus subventionnées.

Vous avez coordonné le programme « Faim zéro » mis en place en 2003 par le président Lula au Brésil. Quel bilan en tirez-vous près de vingt ans plus tard ?

Le principal aboutissement de ce programme est qu'en 2014, l'ONU a officiellement sorti le Brésil de sa carte mondiale de la faim. De 2003 à 2013, le nombre de personnes souffrant de la faim au Brésil est passé de 40 % à moins de 5 %. Beaucoup d'autres bénéfices ont pu être apportés : la mortalité infantile a fortement chuté, en particulier dans les régions rurales du nord-est du pays ; on a noté que les garçons et les filles avaient une mortalité plus importante. Et nous avons mis fin à l'exode rural des populations pauvres vers les grandes métropoles.

L'actuel président, Jair Bolsonaro, est revenu sur une grande partie du programme, et une étude de la Fondation Getulio Vargas a calculé que l'insécurité alimentaire au Brésil a grimpé de 14 % en 2014 à 36 % en 2021, dépassant la moyenne mondiale...

Il faut que les politiques de sécurité alimentaire soient des politiques d'Etat et non des politiques de gouvernement. Le droit à l'alimentation est inscrit dans la Constitution brésilienne, tout comme les droits à la santé et à l'éducation. Mais à la différence de ces deux derniers, il n'y a pas de ligne budgétaire déterminée constitutionnellement pour le droit à l'alimentation.

Ce qui permet au gouvernement actuel de réduire les budgets, voire de les supprimer. Il est incroyable de voir comment Bolsonaro a démantelé ce qui avait été construit, et à quel point il y est parvenu rapidement. Il est revenu sur l'intégralité du programme, à l'exception de quelques mesures parmi les plus populaires, comme le dispositif de cantines scolaires, un des seuls à être maintenus aujourd'hui.

Lula avait pour habitude de dire que les mesures pour combattre la faim doivent être considérées comme des investissements, et non comme des dépenses. Améliorer la sécurité alimentaire permet de réduire les dépenses de santé, par exemple, et augmente la productivité au travail. Lutter contre la faim est une politique de long terme, cela ne peut pas se régler en un mandat. De plus, c'est à la société dans son ensemble de décider qu'il ne doit plus y avoir de personnes souffrant de faim, plus d'inégalités, et que chacun a droit à la santé et à l'éducation.

La communauté internationale s'est fixé comme cible d'éradiquer la faim d'ici à 2030. Peut-on encore espérer atteindre cet objectif ?

Ce sera de plus en plus difficile. Récemment, la situation s'est fortement dégradée du fait des deux années de pandémie de Covid-19, en 2020-2021, puis de la guerre en Ukraine en 2022. Et on peut s'attendre à ce que l'inflation, le ralentissement de la croissance économique et les effets du changement climatique continuent d'affecter l'accès à l'alimentation.

Mais cela ne nous autorise pas à abandonner cet objectif. C'est plus qu'une obligation morale : il s'agit de notre propre survie. Nous sommes en capacité de produire suffisamment pour nourrir toute la population mondiale. Il est encore possible d'éradiquer la faim, c'est une question de volonté politique.

Par ailleurs, quand il s'agit de la faim, il n'y a pas d'autre objectif acceptable que la réduire à zéro. Si l'on acceptait une cible intermédiaire, comme réduire la faim de moitié, cela reviendrait à condamner une partie de l'humanité à ne pas avoir des conditions de vie décentes. Or un enfant qui ne mange pas suffisamment, en particulier dans ses cinq premières années, est un enfant qui aura des difficultés à développer l'ensemble de ses capacités.